



**AVENANT A LA CONVENTION TRIENNALE 2022/2023/2024  
DE PARTENARIAT ET DE PARTICIPATION FINANCIERE**

**VILLE DE QUETIGNY  
MEDIATION & PREVENTION – DIJON METROPOLE**

**SERVICE DE  
MEDIATION SOCIALE**

Entre l'association **MEDIATION & PREVENTION – DIJON METROPOLE**, représentée par son directeur, Monsieur Hervé FRANCONNET, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 (n° SIRET : 81 520 79 15 000 19), dont les statuts initiaux ont été déposés à la Préfecture de la Côte d'Or le 18 novembre 2015, modifiés et redéposés le 02 février 2022 dans le cadre de l'élargissement de ses compétences. Le siège social de l'association est situé au 14 rue Jean Renoir à Dijon. Ci-après désignée « *l'Association* »,

ET

La **VILLE DE QUETIGNY**, représentée par son maire en exercice, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal du [REDACTED]

IL EST CONVENU ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

La **VILLE DE QUETIGNY** a participé à la création, avec d'autres partenaires, de « *l'Association* ».

Le projet initial de « *l'Association* » était de mettre en œuvre, sur le territoire métropolitain et sur le territoire de la Ville, des actions de médiation sociale, forme innovante d'intervention et de régulation sociale, dans le respect de la charte de référence de la médiation sociale visée par le comité interministériel des villes en date du 1<sup>er</sup> octobre 2001 (en annexe) et de la définition de la médiation sociale qui y figure :

*« La médiation sociale est définie comme un processus de création et de réparation du lien social et de règlement des conflits de la vie quotidienne, dans lequel un tiers impartial et indépendant tente à travers l'organisation d'échanges entre les personnes ou les institutions de les aider à améliorer une relation ou de régler un conflit qui les oppose. »*

« *L'Association* » travaille en référence au référentiel d'activité de la médiation sociale issu de la norme métier AFNOR XP 60-600 (référentiel en annexe).

Depuis le 9 Décembre 2021, « *l'Association* » a pour second objet le portage d'un dispositif de « prévention spécialisée » pour le compte de Dijon Métropole, de « **La Ville** » et de trois autres collectivités territoriales. Cette nouvelle compétence fait également l'objet d'une participation financière de « **La Ville** » qui sera demandée dans une seconde convention dédiée à la prévention spécialisée.

Accusé de réception en préfecture  
021-212105159-20240626-DG27062024CM23-DE  
Date de télétransmission : 27/06/2024  
Date de réception préfecture : 27/06/2024

Considérant que les projets présentés ci-dessus par « *L'Association* », participent de ces politiques et qu'ils contribuent ainsi à une mission d'intérêt général.

### **OBJET DE L'AVENANT**

L'avenant présenté fait suite au **Conseil d'Administration** de notre « *association* » qui s'est déroulé **le 12 octobre 2023**.

Lors de ce Conseil d'Administration, une revalorisation de **4% des budgets liés aux activités de médiation sociale** a été actée.

Cette revalorisation a vocation à consolider le budget du service afin de faire face aux inflations successives des charges supportées par ce dernier depuis sa création en 2015, à revaloriser la montée en compétence professionnelle des médiateurs de notre « *association* » et à soutenir les projets innovants créés comme l'utilitaire de « médiation nomade ».

### **DURÉE DE L'AVENANT**

Le présent avenant est conclu au titre de l'année 2024 uniquement.

La convention triennale habituelle devant être renouvelée au 31 décembre 2024.

### **ARTICLE 3 - RAPPEL DU CADRE GENERAL DE LA CONVENTION INITIALE**

« *L'Association* » s'engage, en journée et en début de soirée, à assurer toute l'année (du mardi au samedi et hors jours fériés), la présence de médiateurs sociaux dans les espaces publics, dans les espaces privés ouverts au public et dans les espaces privés de ses partenaires.

Ses objectifs, dans le cadre de cette mission, se déclinent ainsi :

- améliorer la cohésion sociale et la vie quotidienne des habitants sur les territoires, notamment en agissant en prévention et en règlement des situations problématiques ou conflictuelles ;
- promouvoir l'accès aux droits et favoriser l'expression de la citoyenneté, des besoins et des attentes de toute la population ;
- contribuer à apporter des réponses adaptées aux situations vécues par les habitants.

A cette fin, « *L'Association* » s'engage à mettre en œuvre tous les moyens disponibles pour la bonne exécution de ses missions.

La présente convention concerne plusieurs secteurs géographiques du territoire métropolitain :

- Dijon : prioritairement les quartiers des Grésilles (QRR) et de Fontaine d'Ouche (QPV) mais aussi les secteurs hors politique de la ville qui nécessiteraient une action en médiation sociale ;
- Chenôve (QRR), Longvic (QPV) et Quetigny (territoire de veille).

A la demande de l'un des partenaires non-signataires de la présente convention (bailleurs ou communes), il pourra être convenu, après un examen attentif des lieux interventions des médiateurs, de la possibilité de solliciter un déplacement de l'équipe sur le territoire non couvert par ce partenariat dans la limite de 30 % du temps de travail de l'équipe.

En cas de difficultés liées à des incidents graves, il pourra être décidé sur une durée extrêmement courte de mobiliser une ou deux équipes supplémentaires sur le secteur

Accusé de réception en préfecture  
021-212105159-20240626-DG27062024CM23-DE  
Date de télétransmission : 27/06/2024  
Date de réception préfecture : 27/06/2024



concerné. Le détail des opérations nécessaires à la réalisation de la mission sera défini et arrêté en Conseil d'Administration de « l'Association » où siège le représentant de la **VILLE DE QUETIGNY** comme membres du collège n° 1.

Une synthèse hebdomadaire de l'activité et un bilan d'activité annuel seront réalisés pour rendre compte des missions de « l'Association ».

**ARTICLE 4 - MONTANT DES SUBVENTIONS**

La **VILLE DE QUETIGNY** s'engage à accompagner financièrement les actions entreprises par l'Association au vu des objectifs négociés précités. La participation financière de la **VILLE DE QUETIGNY** n'est acquise que sous réserve de la disponibilité des crédits et du respect par l'Association des obligations mentionnées aux articles 1, 6 et 7 et des décisions de la **VILLE DE QUETIGNY** prises en application des articles 8 et 9 sans préjudice de l'application de l'article 11.

Année	Montant prévisionnel total de la subvention
2022	38 500,00 €
2023	38 500,00 €
2024	40 040 €

Pour chaque année d'exécution de la présente convention, la **VILLE DE QUETIGNY** s'engage à verser une cotisation pour l'adhésion à « l'Association ».

**ARTICLE 5 - MODALITES DE VERSEMENT DES PARTICIPATIONS FINANCIERES**

Les montants prévisionnels annuels sont indiqués sous réserve de l'inscription des crédits aux budgets des exercices successifs.

Ils seront mandatés selon l'échéancier suivant pour la **VILLE DE QUETIGNY**:

- 50 % en début de chaque année civile,
- Et le solde annuel, soit 50% au 30 juin de l'année N, sous réserve du respect des conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 4.

Les montants prévisionnels seront crédités sur le compte de « l'Association » selon les procédures comptables en vigueur. En cas d'excédents dégagés par « l'Association » sur les actions réalisées, le solde de la subvention pourra être diminué à hauteur de cet excédent après échange avec les instances délibérantes de « l'Association ».

**Le reste des articles de la convention pluriannuelle initiale restent inchangés.**

Fait à Dijon, le 09/01/2024

Pour la <b>VILLE DE QUETIGNY</b> , Le Maire Rémy DETANG	Pour « l'Association » Le Directeur Hervé FRANÇONNET  14 rue Jean Renon 21000 DIJON - 03 80 35 29 21 contact@mediationetprevention.fr SIRET 815 207 915 00019
---	--

Accusé de réception en préfecture  
021224145186-2024-0126-DG-27062024CM23-DE  
Date de télétransmission : 27/06/2024  
Date de réception préfecture : 27/06/2024